



## Rapport 2006 sur les droits de l'homme au Sénégal

### LE SENEGAL

Le Sénégal, avec une population estimée à 11,9 millions d'habitants, est une république relativement décentralisée, dominée par un régime présidentiel fort. En 2000, soutenu par une coalition de partis de l'opposition, Abdoulaye Wade en est devenu le président après des élections considérées généralement comme libres et équitables. L'Assemblée nationale actuelle a été élue en 2001 au cours d'élections libres et transparentes. Les autorités civiles ont gardé dans l'ensemble un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

Dans l'ensemble, le gouvernement a respecté les droits des citoyens ; cependant, il y a eu des problèmes dans certains domaines. Il y a eu des cas de détention et d'emprisonnement de figures de l'opposition politique. Le traitement cruel et dégradant des détenus et des prisonniers, ainsi que le surpeuplement carcéral, constituent des problèmes. Il y a eu des cas douteux de détention dans le cadre d'enquêtes et de détention préventive prolongée. La corruption et l'impunité sont des problèmes. La liberté d'expression et la liberté de la presse ont été limitées et il y a eu des restrictions à la liberté de réunion. La violence domestique, les viols, le harcèlement sexuel et la discrimination à l'encontre des femmes sont de sérieux problèmes. Les mutilations génitales féminines (MGF) sont largement répandues. Des cas d'abus commis sur des enfants, de mariages précoces et d'infanticides, de traite des personnes et de travail des enfants ont été rapportés.

Selon certains rapports, les rebelles du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) et de groupes dissidents, notamment le Mouvement pour la libération du peuple casamançais (MPLC) et le Front pour la révolution et l'équilibre social au Sénégal (FPRES) ont tué deux membres du gouvernement et au moins sept civils, perpétré des vols, posé de nouvelles mines terrestres et harcelé les populations locales.

### RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, avec notamment l'absence de:

- a. Privation arbitraire ou illégale de la vie.

Il n'y a pas eu d'assassinat politique commis par le gouvernement ou par ses agents ; toutefois, les forces de sécurité ont tué une personne au cours de l'année. En septembre, les médias ont rapporté que la police avait tué illégalement un commerçant à Dakar. La Police a avancé qu'elle avait agi dans le cadre de l'auto-défense contre une personne en train de commettre un acte criminel. La Direction des investigations criminelles (DIC) a ouvert une enquête ; aucune sanction ni poursuites judiciaires n'avaient été engagées à la fin de l'année.

Dans l'ensemble, le gouvernement n'a pas engagé de poursuites devant les tribunaux pour les meurtres illégaux commis par les forces chargées de l'application de la loi au cours de l'année.

En mars 2005, des douaniers ont tué par balles Libasse Kane, au cours d'un incident impliquant l'arrestation de contrebandiers de sucre dans la ville de Mbour. La police

locale a arrêté quatre douaniers ; ils ont été remis en liberté provisoire en attendant le résultat de l'enquête. L'affaire n'avait pas connu d'évolution à la fin de l'année.

En avril 2005, Amadou Moctar Beye a été trouvé mort en prison dans sa cellule à Dakar. Les gendarmes ont indiqué que Beye s'était suicidé, mais la famille a rejeté cette version des faits. L'affaire n'avait pas connu d'évolution à la fin de l'année.

En avril 2005, les gendarmes ont tué par balles accidentellement un garçon de 13 ans, Assane Fall, et blessé un homme, Mamadou Fall, en poursuivant un trafiquant de drogue présumé à Mbour. Une enquête était en cours mais l'affaire n'avait pas connu d'évolution à la fin de l'année.

En juin 2005, des gendarmes ont ouvert le feu, tuant un pêcheur et en blessant plusieurs autres, dont un enfant de dix ans. Cet incident s'est produit alors que les gendarmes intervenaient pour arrêter une bagarre entre deux communautés de pêcheurs. L'affaire n'avait pas connu d'évolution à la fin de l'année.

D'après des statistiques de Handicap International (HI), le nombre d'accidents dus aux mines terrestres en Casamance a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. A la date du 19 mai, sept blessés et deux morts avaient été déclarés. Le 1<sup>er</sup> septembre, un membre du Comité international de la Croix Rouge (CICR) a été tué, sa voiture ayant heurté une mine terrestre au nord de Ziguinchor. Deux autres membres du CICR ont été légèrement blessés au cours de l'explosion. Le gouvernement n'a entrepris aucune campagne de lutte contre les mines terrestres, mais a fait des efforts pour l'enlèvement des mines terrestres et des objets non explosés dans certains endroits, surtout près des villages où les populations doivent revenir et près des principaux axes routiers.

Malgré le cessez-le-feu signé le 4 décembre entre le gouvernement et les rebelles, il y a eu une recrudescence des violences en Casamance, notamment près des frontières avec la Gambie et la Guinée-Bissau. Mi-mars, trois factions rivales du MFDC, dont deux bénéficiaient du soutien des troupes de Guinée-Bissau, ont commencé à s'attaquer entre elles. Ces attaques ont amené environ 6.000 personnes à traverser la frontière pour entrer au Sénégal à la recherche d'un refuge et ont entraîné le déplacement de populations (voir section 2.d.). Les troupes de Guinée-Bissau ont fini par retourner dans leurs cantonnements et le conflit a marqué une pause. Toutefois, les combats ont repris du côté sénégalais de la frontière en août, lorsque les troupes du gouvernement sont entrées dans la zone que l'on pensait être occupée par les rebelles radicaux du MFDC et du MLPC. Environ 6.000 personnes se sont enfuies vers la Gambie et d'autres parties de la Casamance.

Le 2 janvier, des rebelles du MFDC ont tué le sous-préfet de Diouloulou, près de Bignona. Le 28 août, des journaux ont rapporté que le présumé cerveau de cet assassinat, Bertrand Sané, avait été arrêté en Gambie. Une ONG spécialisée dans les droits de l'homme a indiqué que Sané avait été vu plus tard dans l'année en Casamance ; cependant, cette affaire n'avait pas connu d'évolution à la fin de l'année.

Les activités des rebelles et le banditisme armé se sont poursuivis en Casamance, entraînant la mort de sept civils. Trente-six civils ont été blessés par des rebelles et des bandits au cours de l'année.

Le 19 avril, un groupe de rebelles du MFDC a attaqué un véhicule à Sedhiou, volant et tuant trois personnes. Le 4 décembre, des bandits ont tué une personne dans une attaque près de Ziguinchor.

Le 20 décembre, des rebelles du MFDC ont tendu une embuscade à un véhicule de l'armée près du village de Kagnarou, tuant deux soldats.

Le 30 décembre, des hommes armés ont kidnappé et exécuté Oumar Lamine Badji, président du Conseil régional de Ziguinchor. Les responsables de cet assassinat n'avaient pas été formellement identifiés à la fin de l'année.

b. Disparition

Il n'y a pas eu de rapport faisant état de disparitions à motivation politique au cours de l'année.

Bien que les organisations de défense des droits de l'homme aient noté que le gouvernement prenait des dispositions pour prévenir les disparitions, elles continuent à critiquer le gouvernement pour sa réticence à résoudre d'anciens cas de disparitions liées aux forces de sécurité gouvernementales, notamment en Casamance.

c. Torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la constitution et la loi interdisent de tels traitements, il y a eu quelques rapports faisant état d'agents du gouvernement qui avaient commis de tels actes.

Même si les groupes des droits de l'homme ont noté moins de cas de violences corporelles commises par les forces de sécurité, ils ont avancé que la médiocrité de la formation et de la supervision amenait à des traitements cruels et dégradants dans les prisons et les infrastructures carcérales. Les méthodes de fouille au corps et d'interrogatoire ont fait l'objet de critiques particulières. La Division des investigations criminelles (DIC) de la police fait souvent attendre les suspects pendant six heures ou davantage avant de les interroger et elle peut garder les personnes jusqu'à 24 heures avant de les relâcher. La police obligerait également les détenus à dormir sur le sol sans aucun couchage, braquerait des lampes dans leurs pupilles et les passerait à tabac avec des bâtons et les maintiendrait dans des cellules où l'arrivée d'air est extrêmement réduite. Au cours de cette année, aucune action n'a été prise par les autorités contre la police impliquée dans ces abus.

Les organisations des droits de l'homme ont demandé au gouvernement de transposer dans le droit national les dispositions de la convention internationale de lutte contre la torture, dont le pays est signataire.

Le 5 juin, trois gendarmes ont violé la femme d'un soldat dans un petit cantonnement de Sabodala ; ils ont été immédiatement rappelés à Dakar par le procureur et placés en détention en attendant le résultat de l'enquête. Le 25 août, les gendarmes ont été condamnés à deux ans de prison.

Le 7 septembre, Ousmane Tamoura, un soldat accusé d'avoir violé une fillette de neuf ans, a été relâché car le juge avait décidé que « le doute subsistait » dans cette affaire. Le procureur avait demandé la relaxation du soldat en se basant sur une déclaration du médecin selon laquelle la victime n'était pas vierge et qu'elle n'avait pas crié pendant le viol.

Le 25 septembre, des gendarmes du quartier de Ouakam, à Dakar, ont placé Bineta Gueye en détention à la suite d'une manifestation contre le maire. Elle a déclaré qu'au cours de sa détention, les gendarmes l'avaient tirée de son lit, déshabillée et frappé avec des matraques et la crosse de leurs fusils. Relâchée le 27 septembre, elle s'est immédiatement fait soigner. Les gendarmes ont mené une enquête interne, mais l'affaire n'avait pas été résolue à la fin de l'année.

La dispersion par la force de manifestants par la police a fait des blessés (voir section 2.b.).

D'après des ONG locales, les trois volontaires du camp militaire de Thiaroye qui avaient été mis tout nus devant des centaines d'autres volontaires et brûlés à l'acide par les forces de sécurité du camp en novembre ont accepté un règlement à l'amiable en dehors des tribunaux, renonçant aux poursuites judiciaires.

Le 23 août, une douzaine de rebelles armés ont tendu une embuscade à des véhicules près de Vélingara, volant 20.000 dollars (10 millions de francs CFA) et blessant trois motocyclistes. Le 7 septembre, une quinzaine de rebelles ont volé des magasins et des civils à Bignona. Le 3 décembre, deux civils ont été blessés par les rebelles dans une série de vols à main armée près de Ziguinchor.

Le 20 décembre, les rebelles du MFDC ont tendu une embuscade à un véhicule de l'armée près du village de Kagnarou. Quatorze soldats ont été blessés dans l'embuscade.

D'après des statistiques de Handicap International, les accidents dus aux mines terrestres ont augmenté en Casamance au cours de l'année, faisant des morts et des blessés (voir section 1.a.).

Au moins un cas de lynchage par la foule a été rapporté. Le 27 mai, un homme déficient mental a tué ses parents et deux voisins. Les jeunes du village l'ont ensuite lapidé à mort.

#### Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention sont médiocres. L'Organisation Nationale des Droits de l'Homme (ONDH), une ONG locale de défense des droits de l'homme, estime que le surpeuplement en milieu carcéral était le problème majeur auquel étaient confrontées les prisons du pays. La Prison centrale de Dakar, d'une capacité maximale de 500 personnes, renferme environ 1.500 détenus. Au camp pénal de Dakar, environ 800 personnes sont détenues dans une structure d'une capacité d'accueil de 400 personnes. A Diourbel, les détenus sont parqués dehors, dans une ancienne écurie pour chevaux, parfois pour une durée de 48 heures.

Le gouvernement n'a pas construit de nouvelle prison depuis 1960. Certaines des infrastructures sont des bâtiments qui ont été adaptés et modifiés pour les transformer en prisons. En raison de la vétusté et de la surpopulation des infrastructures, les prisons sont confrontées à des problèmes d'égouts pendant la saison des pluies et à une chaleur étouffante pendant l'été. Il y a un manque de docteurs et de médicaments dans les prisons pour soigner les détenus malades, ce qui oblige à les évacuer pour les faire soigner. Une ONG a fait état d'un ratio d'un médecin pour cinq mille détenus et a indiqué que le gouvernement ne dépensait que 0,66 dollars (350 francs CFA) par jour et par détenu pour couvrir l'ensemble des coûts. Il y a environ un matelas pour cinq détenus.

Le 9 septembre, 52 prisonniers se sont échappés de la prison de Thiès ; il n'y avait que 3 gardiens pour surveiller 668 détenus au moment de l'évasion. A la fin de l'année, trois des évadés avaient été capturés. Suite à cet incident, le ministre de la Justice a annoncé le recrutement de 200 gardiens pour améliorer la sécurité des prisons. A la fin de l'année, aucun recrutement n'avait eu lieu.

Aucun décès n'a été enregistré dans les prisons ou les centres de détention au cours de l'année.

Des ONG locales ont signalé que les règles fixant la séparation des détenus n'étaient pas toujours appliquées. Bien que la loi exige que les détenus en attente d'un jugement soient gardés à l'écart des prisonniers condamnés, ils ont parfois été mis en détention avec des prisonniers condamnés en raison du manque de place. Les mineurs sont parfois

mis en détention avec les adultes. Les femmes en détention sont séparées des hommes, sous la surveillance de gardiennes de prison.

Le gouvernement permet à des contrôleurs indépendants des droits de l'homme d'effectuer certaines visites des prisons. L'ONDH a terminé son étude documentée sur les conditions de vie en prison avec l'aval et le soutien de l'Etat, mais les conclusions de cette étude n'avaient pas été rendues publiques à la fin de l'année.

Comme l'année précédente, les représentants du Rassemblement pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) n'ont pas eu le droit de rendre visite aux prisonniers. Le RADDHO a indiqué que le manque d'infrastructures adéquates de santé signifie que des gens souffrant de troubles mentaux sont maintenus en prison.

Le Comité sénégalais des droits de l'homme, Amnesty International (AI) et le Réseau parlementaire des droits de l'homme ont également effectué des visites dans les prisons dans le courant de l'année.

#### d. Arrestation ou détention arbitraires

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; cependant, les autorités ont parfois arrêté ou détenu des personnes de manière arbitraire. Les groupes des droits de l'homme estiment que la détention arbitraire est un problème croissant.

#### Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police et les gendarmes sont chargés du maintien de la loi et de l'ordre dans le pays. L'armée partage cette responsabilité dans des cas exceptionnels, par exemple lorsque l'état d'urgence est décrété. La police est composée de 10 sections, regroupées au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale. Dans chacune des 11 régions du Sénégal, la Police dispose d'au moins un commissariat et une brigade mobile de sûreté. Dakar compte plus de 15 commissariats de police, répartis à travers la ville. La police a maintenu la loi et l'ordre avec efficacité.

L'impunité et la corruption posent toujours problème. Une loi d'amnistie de 2005 couvre le personnel de police et de sécurité impliqué dans des « crimes politiques », sauf pour les personnes ayant commis des assassinats « de sang froid ». D'après des groupes des droits de l'homme, des avocats et des victimes présumées, les forces de sécurité ont régulièrement et ouvertement extorqué de l'argent aux détenus en échange de leur libération et aux prostituées pour fermer les yeux sur le non-respect du régime de la prostitution légalisée et d'autres lois (voir Section 5). Des groupes des droits de l'homme et les médias ont également signalé que les forces de sécurité acceptaient et demandaient parfois de l'argent aux candidats à l'émigration clandestine vers l'Espagne (voir section 5).

La DIC est chargée d'enquêter sur les abus commis par la police.

D'après les groupes des droits de l'homme, les nouveaux membres des forces de police ont reçu une formation en protection des droits de l'homme.

En mai, un tribunal a jugé que les douaniers du Port de Dakar qui avaient été accusés de pratiques frauduleuses et de corruption dans le cadre du dédouanement de marchandises importées n'étaient pas coupables.

#### Arrestation et détention

Bien que la loi spécifie qu'un mandat d'arrêt délivré par le Procureur est nécessaire pour procéder à une arrestation, dans la pratique, la police a souvent placé des personnes en

détention sans avoir de mandat. La loi donne également à la police de larges pouvoirs pour garder à vue des personnes pendant de longues périodes avant de les inculper officiellement. De nombreux détenus ne sont pas rapidement informés des charges qui pèsent contre eux. La loi stipule que les agents de police peuvent détenir des suspects sans les inculper formellement jusqu'à 48 heures après leur arrestation. Les inspecteurs peuvent demander une autorisation au Procureur pour doubler la durée de cette garde à vue, soit 96 heures. Dans les cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ces périodes de détention sont doublées, ce qui signifie qu'un individu accusé de menacer l'ordre public peut être détenu jusqu'à 192 heures. Le temps passé en détention préventive n'est calculé qu'à partir du moment où les autorités déclarent officiellement qu'une personne est détenue, une pratique critiquée par les groupes de défense des droits de l'homme car elle entraîne des périodes de détention anormalement longues. La caution est possible mais a rarement été utilisée. Pendant les quarante-huit premières heures de détention, l'accusé n'a pas accès à un avocat mais a droit à une visite médicale et a potentiellement accès à sa famille. L'accès à la famille n'a généralement pas été autorisé, car la police a eu tendance à isoler les détenus pendant la phase d'enquête. Si cela s'avère nécessaire, un procureur peut demander un examen médical de l'accusé. A la fin de cette période initiale de détention, l'accusé a droit à un avocat à ses propres frais. Des avocats commis d'office sont fournis à toutes les personnes accusées d'un délit au pénal qui ne peuvent régler les frais d'avocat. Un certain nombre d'ONG apportent également une aide juridique et/ou des conseils aux personnes accusées de délit au pénal.

Le gouvernement a utilisé les forces de sécurité, particulièrement la DIC, pour harceler les opposants politiques et les journalistes au cours de l'année. Les autorités ont également interrogé et arrêté arbitrairement un certain nombre de chefs de partis d'opposition connus, comme Amath Dansokho, Ibrahima Sene, Jean-Paul Dias et Barthelemy Dias.

Le 24 mars, le secrétaire général du Parti indépendant du travail, Amath Dansokho, a reçu l'ordre de se présenter à la DIC pour répondre à des questions portant sur une conférence de presse donnée le 22 mars (voir section 6.a.). Son interrogatoire a duré six heures. Dansokho a ensuite été inculpé pour diffusion de fausse information et condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis.

Les forces de sécurité ont arbitrairement arrêté des meneurs de travailleurs pendant l'année (voir section 6.a.).

La loi précise qu'un accusé ne peut être détenu en prison pendant plus de 6 mois avant son jugement pour des délits mineurs ; toutefois, les prisonniers sont régulièrement maintenus en prison, sauf si un tribunal demande leur libération. Alors que la durée maximale de détention est de 6 mois pour la plupart des délits, la durée moyenne entre l'accusation et le jugement est de 2 ans. L'ONDH affirme que des détenus sont restés pendant des années en attente d'un jugement.

Le nombre d'affaires en souffrance au niveau de la justice, jusqu'à 400, a contribué aux longues périodes de détention préventive. Pour les affaires de meurtre, atteinte à la sûreté de l'état et détournement de fonds publics, il n'y a pas de limite à la période de détention préventive. Les juges peuvent prendre le temps nécessaire pour enquêter sur les affaires graves, mais ils peuvent ordonner la relaxation en attendant le procès, avec l'approbation du procureur. Si un procureur est en désaccord avec la décision d'un juge d'ordonner la libération d'un prévenu, cette décision est gelée jusqu'à ce que la cour d'appel décide d'accorder ou de ne pas accorder la libération. La loi stipule que le procureur a toute liberté pour refuser la libération provisoire dans l'attente du procès dans les affaires d'atteinte à la sûreté de l'état. Cependant, les juges ayant trop peu de temps pour examiner l'ensemble des cas, les ordres de prolongation de la détention ont souvent été signés sans examen individuel des faits, pour éviter de relâcher des détenus potentiellement coupables.

## Amnistie

La Fédération internationale des droits de l'homme et AI ont continué à critiquer la Loi d'amnistie Ezzan qui encourage l'impunité. Cette loi accorde l'amnistie pour tous les délits à motivation politique commis entre le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et le 31 décembre 2004. Les groupes locaux de défense des droits de l'homme ont unanimement dénoncé cette loi et demandé à la Commission africaine des droits de l'homme d'intervenir. En décembre, la commission a décrété ne pas disposer de suffisamment de documents dans cette affaire pour garantir la condamnation du gouvernement. Le jugement indiquait que les victimes pouvaient porter réclamation devant les tribunaux civils pour obtenir réparation, et il n'y pas de preuve que ces réparations ont été refusées au cours de l'année.

Le 7 février, l'ancien Premier ministre Idrissa Seck a bénéficié de la liberté provisoire dans l'affaire de corruption qui pesait contre lui depuis août 2005. Il avait été inculpé de détournement de fonds publics, de menace à la sûreté nationale et de correspondance illégale.

Le 2 mars, Yankhoba Diattara s'est vu accorder la grâce présidentielle après avoir passé seulement trois mois en prison, sur les six mois auxquels il avait été condamné. Il avait été condamné en décembre 2005 pour atteinte à la sûreté publique à la suite d'une déclaration faite publiquement à la radio, qui avait entraîné de violentes protestations à Thiès.

Le 16 septembre, Jean-Paul Dias s'est vu accorder une grâce après avoir passé un mois en prison, sur les douze mois auxquels il avait été condamné. Le 22 novembre, Barthelemy Dias s'est vu accorder une grâce après avoir passé trois mois en prison, sur les six mois auxquels il avait été condamné (voir section 1.e.).

### e. Refus d'un jugement public équitable.

Bien que l'indépendance du pouvoir judiciaire soit inscrite dans la constitution et dans le droit, le pouvoir judiciaire a fait l'objet de corruption et a été soumis à l'influence du gouvernement.

Par exemple, les 8-9 juillet, des médias locaux ont signalé que Momar War Seck, accusé d'abus de confiance, a obtenu l'aide de la juge Aminata Mbaye pour transférer 30.000 dollars (15 millions de francs CFA) à Bamba Niang, le procureur de la République chargé de l'affaire Seck, et à son adjoint. Niang aurait demandé au juge président, Malick Lamotte, et aux deux juges assistants, de rendre un jugement favorable. Le juge Lamotte refusa et révéla l'histoire au président du tribunal régional de Dakar. Le ministère de la Justice a ordonné une enquête, mais aucune inculpation n'a été prononcée. La juge Mbaye a pris sa retraite avec la pleine jouissance de ses droits et Niang a été démis de ses fonctions. Au cours de l'enquête, les médias ont divulgué des enregistrements dans lesquels la juge Mbaye aurait reconnu que le tribunal était enclin à régler les affaires de cette manière.

Les magistrats ont commencé à critiquer publiquement les conditions de travail déplorables, notamment la surcharge de travail, le manque de matériel et de moyens de transport. Les magistrats ont ouvertement remis en question l'engagement du gouvernement à protéger l'indépendance du pouvoir judiciaire. Alors que le Conseil supérieur de la Magistrature a la responsabilité des nominations et des promotions au sein du pouvoir judiciaire, plusieurs avocats ont dit qu'il ne tenait pas régulièrement séance pour procéder aux nominations, laissant ces décisions au pouvoir exécutif. Même lorsque le Conseil se réunit, les magistrats ont dit que le président de la République pouvait mettre son veto sur les décisions prises par le Conseil.

Basé sur le droit civil français, le système judiciaire est composé de tribunaux ordinaires et de plusieurs hautes cours et tribunaux spécialisés. Il existe trois hautes cours ayant des compétences différentes : le Conseil d'Etat (compétent pour les affaires administratives), le Conseil constitutionnel et la Cour de cassation (compétente pour les affaires pénales et civiles). Un tribunal pénal spécial, appelé « Cour d'Assises », est rattaché à la Cour de cassation ; il se réunit une ou deux fois par an pour les affaires de crimes graves, comme les meurtres. L'ensemble de ces tribunaux/cours manquent de personnel.

La Haute Cour de Justice est un tribunal exceptionnel qui juge les affaires impliquant de hauts fonctionnaires ayant commis des actes dans l'exercice de leurs fonctions. Elle est composée de huit députés de l'Assemblée nationale et d'un juge professionnel. Les trois-cinquièmes de l'ensemble des députés doivent voter les résolutions permettant l'inculpation d'un chef d'état ou d'un ministre. Si une telle résolution est adoptée, la haute cour peut se réunir.

Les huit députés membres de la Haute Cour de Justice et les huit substituts sont élus au début de chaque session par l'Assemblée nationale. La cour est alors investie de l'autorité lui permettant de prononcer une condamnation, une sanction ou un acquittement. Beaucoup de tribunaux spécialisés, comme la Haute Cour de Justice, n'étaient pas en activité dans le courant de l'année.

Si les juges des tribunaux civils ont autorité pour présider les affaires relevant du droit civil et coutumier, il existe une option permettant de présenter les litiges impliquant des affaires familiales devant des juges religieux, qui agissent comme des conseillers dans ces affaires. Le droit religieux a été transposé dans le droit national (voir section 2.c.).

Il existe un système séparé de tribunaux militaires pour les forces armées et les gendarmes. Les tribunaux militaires peuvent juger des civils uniquement s'ils ont été impliqués dans des affaires avec des militaires qui ont violé les lois militaires.

Le 24 janvier, l'Union africaine (UA) a rendu une décision contre l'extradition de l'ex-président tchadien Hissène Habré devant un tribunal belge pour y répondre de l'accusation de crimes contre l'humanité. Le 2 juillet, l'UA a demandé au gouvernement de juger Habré. Le 23 novembre, le ministre de la Justice a invoqué un décret et ordonné la création d'un groupe de travail composé de juges, de directeurs de prison, de professeurs de droit et de fonctionnaires ministériels, chargé d'examiner les moyens de traduire Habré en justice. Le comité a commencé son travail avant la fin de l'année.

#### Procédures relatives aux jugements

Les prévenus ont droit à un jugement public, à être présents au tribunal, à être confrontés aux témoins, à présenter des preuves et à avoir un avocat. Seuls les prévenus accusés de délits graves, tels que le meurtre, ont droit à un procès avec un jury. Des avocats commis d'office sont fournis à tous les prévenus qui ne peuvent régler les frais d'avocat. Les audiences probatoires peuvent être fermées au public et à la presse. Bien que le prévenu et ses avocats puissent présenter les preuves avant que le juge d'instruction ne décide d'envoyer une affaire devant les tribunaux, ils n'ont pas toujours accès à toutes les preuves présentées avant le procès. Ainsi, dans l'affaire Barthélemy Dias, le procureur a produit pendant le procès un enregistrement secret dont ni Dias ni ses avocats n'avaient eu connaissance.

Une commission de juges préside les tribunaux ordinaires pour les affaires civiles et pénales. Les jurés sont également présents durant les sessions spéciales du tribunal pénal. Les accusés sont présumés innocents. Le droit d'appel existe dans tous les tribunaux, sauf pour la Cour d'Assises et la Haute Cour de Justice.

## Prisonniers et détenus politiques

Plusieurs cas de prisonniers et détenus politiques ont été rapportés dans le courant de l'année.

Le 14 avril, des agents de la DIC ont arrêté le leader de l'opposition Jean-Paul Dias, l'ont interrogé pendant 10 heures et accusé de « menace à la sûreté de l'Etat » et de « trouble de l'ordre public ». Ces accusations sont intervenues suite à sa déclaration publique du 7 avril dans laquelle il demandait à tous les leaders de l'opposition de refuser de coopérer avec la police lors des interrogatoires arbitraires. Le 10 mai, Dias a été mis en liberté provisoire, l'équivalent d'une grâce.

Le 9 août, une unité d'élite de la police normalement réservée aux kidnappings et crimes violents est entrée de force chez Dias, a frappé son épouse sur la bouche, a arrêté Dias et l'a emmené à la DIC, où il a été interrogé pendant 24 heures, avant d'être mis à la prison de Rebeuss. Dias, qui a été placé dans une cellule sans air avec une vingtaine d'autres prisonniers, aurait perdu conscience. Le RADDHO, une importante organisation des droits de l'homme, n'a pas eu le droit de s'assurer des conditions de sa détention ; au bout de quelques jours, Dias a été hospitalisé. Il a été accusé de diffusion de fausses nouvelles, de menace de mort contre le chef de l'Etat et d'outrage au tribunal. Au cours du procès, le gouvernement a publiquement remis en cause la nationalité de Dias et l'action du gouvernement a été critiquée par les organisations des droits de l'homme. Le 16 août, Dias a été condamné à un an de prison, dont neuf mois avec sursis, mais la grâce lui a été accordée au bout d'un mois.

Le 12 août, la DIC a convoqué le fils de Jean-Paul Dias, Barthelemy Dias, et l'a interrogé pendant 24 heures avant de le placer en détention avec des prisonniers condamnés. Le RADDHO a demandé à le voir, mais l'accès à Barthelemy Dias lui a été refusé. Le 14 août, Barthelemy Dias a été officiellement inculpé pour diffusion de fausses nouvelles, diffamation et menaces contre un membre du pouvoir judiciaire. Le 16 août, la police a perquisitionné son domicile sans mandat et pris le passeport étranger de Barthelemy Dias, ainsi qu'un permis de port d'armes. Le 22 août, il a été condamné à six mois de prison. Il a été gracié et relâché le 22 novembre.

Le 21 novembre, l'un des co-accusés d'Idrissa Seck, l'ancien ministre de l'Habitat, Monsieur Salif Ba, a été arrêté pour corruption et détournement de fonds publics. Il a été lavé de ces accusations et relâché deux semaines plus tard.

En décembre 2005, l'un des avocats de Monsieur Seck, Djibril Diallo, a été arrêté et inculpé pour complicité de « correspondance illégale ». Le gouvernement a essayé de poursuivre Diallo tout au long de l'année, mais a abandonné l'affaire en raison des pressions exercées par l'ensemble du barreau.

## Procédures et recours judiciaires civils

Les citoyens ont accès aux tribunaux pour les affaires civiles ; toutefois, la corruption et le manque d'indépendance ont freiné le traitement judiciaire de ces affaires, comme pour les affaires pénales. Il y a eu une augmentation du nombre d'affaires contre des journalistes pour propos injurieux et diffamation et les organisations des droits de l'homme ont dénoncé cette pratique comme un instrument de répression (voir section 2.b.). Les procureurs ont parfois refusé de poursuivre les agents de sécurité devant les tribunaux et les responsables de violations sont souvent restés impunis.

- f. Immixtion arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent ces actions et le gouvernement a généralement respecté cette interdiction dans les faits ; cependant, les forces de sécurité ont pénétré chez des personnes et fouillé leur domicile sans mandat pendant l'année.

Ainsi, le 18 juin, la police de Dakar a poursuivi des supporters de deux athlètes rivaux qui se battaient au domicile d'une personne et a brutalisé les occupants de la maison. Un responsable de la police a rejeté ces accusations et aucune mesure n'a été prise contre les responsables pendant l'année.

Le 16 août, la DIC a pénétré chez Jean-Paul Dias et Barthelemy Dias et perquisitionné leurs maisons sans mandat.

Section 2      Respect des libertés civiles, notamment :

a.      Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont inscrites dans la constitution et dans la loi ; toutefois, dans la pratique, le gouvernement a limité ces droits. Les journalistes continuent à pratiquer l'autocensure.

Sauf s'il s'agit de politiciens en vue, les personnes ont généralement pu critiquer le gouvernement en public ou en privé sans représailles. Toutefois, les journalistes ont indiqué qu'ils étaient à la fois courtisés et menacés par des politiciens pendant l'année pour diffuser des messages contre eux ou leurs partisans.

Le public dispose de quatre sources d'information : la presse écrite, la radio, la télévision et, de plus en plus, d'Internet. On a pu dénombrer plusieurs douzaines de journaux indépendants et 3 quotidiens de la mouvance gouvernementale. En partie en raison du taux élevé d'analphabétisme chez les adultes, la radio est le moyen de communication de masse le plus usité et la source essentielle d'information. A la fin de l'année, on comptait environ 70 fréquences radio attribuées aux radios communautaires, aux radios publiques et aux radios commerciales privées.

Bien qu'une loi administrative soit en place pour réguler les attributions de fréquences, les agents du gouvernement et les opérateurs de radios communautaires ne sont pas d'accord sur son utilité et les opérateurs de radios privées ont critiqué ce qu'ils considèrent comme un manque de transparence dans les attributions de fréquence radio. La demande d'attribution de fréquence est adressée au ministère de l'Information, puis les autorités décident d'accéder à cette demande ou pas, en se basant sur la viabilité financière, les renseignements concernant les propriétaires de la station radio et le contenu du programme. Si le ministère approuve la demande, l'Agence de Régulation des Communications (ART) rend un jugement technique sur la demande, basé sur la puissance et l'emplacement de la fréquence. Une fois que l'ART donne son approbation sur un plan technique, le ministère accorde la fréquence.

Il y a eu une augmentation du nombre de personnes qui démarrent leurs propres stations de radio, souvent contrôlées par un seul groupe religieux, politique ou ethnique. Bien qu'elles obtiennent leurs fréquences en toute légalité, elles sont souvent en infraction par rapport aux réglementations du travail et sur d'autres points, comme le paiement des impôts. Par ailleurs, le gouvernement a effectivement resserré son étau sur les stations de radio en accordant des autorisations à une cinquantaine de radios sympathisantes du Parti démocratique sénégalais (PDS) au pouvoir. Cela a eu pour conséquence une augmentation des interruptions de programmes radio populaires par des chants religieux ou d'autres programmes non prévus.

La non-application des réglementations sur les médias et sur la distribution de l'aide gouvernementale aux médias a entraîné la prolifération de médias, imprimés et

audiovisuels, qui ne sont pas professionnels et qui sont politisés. Des journalistes et des groupes de défense des droits de l'homme ont avancé que certains instruments médiatiques étaient créés uniquement pour réfuter les critiques faites contre le gouvernement.

Bien que le gouvernement ait continué à maintenir un monopole réel sur les nouvelles télévisées et les informations locales par le biais de la Radio Télévision du Sénégal (RTS), une société paraétatique, il y a eu des signes de libéralisation dans le secteur de la télévision. La station de télévision récemment privatisée 2STV n'émet que des programmes culturels et de divertissement, mais des chaînes privées françaises et sud-africaines de télévision par satellite proposent des programmes internationaux et des informations du monde entier. En juillet, l'entreprise privée locale Canal Info a obtenu une autorisation de diffusion, mais son fonctionnement se trouvait toujours en phase de test. Faute d'autorisation de diffusion locale, le Groupe Wal Fadjiri Communications a commencé à diffuser par satellite depuis Paris.

Le droit régissant les médias nationaux stipule que le gouvernement doit être majoritaire en permanence à la RTS et que le président de la République contrôle directement ou indirectement la sélection de l'ensemble des 12 membres du personnel qui dirigent de la RTS. Le système de paiement pour diffuser des émissions à la RTS a permis aux responsables de la RTS d'avoir une latitude importante pour demander le paiement de droits afin de diffuser des programmes qui ne sont pas financés par le gouvernement (le gouvernement paie pour la diffusion de certains programmes). Plusieurs groupes de défense des droits de l'homme et groupes de journalistes ont critiqué le fait que certains chefs religieux pouvaient diffuser des émissions gratuitement, tandis que d'autres groupes devaient payer, et que la RTS n'assurait qu'une couverture restreinte des messages et des activités des partis d'opposition.

Des journalistes ont continué à faire part de leur préoccupation devant les tentatives du gouvernement pour contrôler le contenu des médias en accordant ou en n'accordant pas de manière sélective les subventions de l'état, qui ont été données tant à des médias affiliés au gouvernement qu'à des médias indépendants privés. Le gouvernement utilise souvent les subventions ou d'autres moyens directs pour faire pression sur les médias afin qu'ils ne publient rien sur certaines questions. En juin, le président Wade a annoncé qu'il offrirait à la presse entre 600.000 et 800.000 dollars de subventions (300 à 400 millions de francs CFA) ; le ministère de l'Information aurait orienté ces subventions vers des journaux favorables au gouvernement.

Le 6 janvier, le gouvernement a abandonné les accusations de menace à la sûreté nationale portées contre les principaux dirigeants du Groupe Sud Communications, pour la diffusion sur SUD FM et la publication dans le SUD Quotidien en octobre 2005 d'un entretien avec Salif Sadio, leader de la faction du MFDC/MLPC. Sadio a été condamné par contumace à cinq ans de prison et un mandat d'arrestation a été délivré contre lui. Il était toujours en liberté à la fin de l'année.

Le 4 mai, six disciples du célèbre professeur d'école coranique Serigne Bethio Thioune ont passé à tabac le journaliste Pape Cheikh Fall, qui avait remis en question l'influence politique de Thioune sur ses disciples.

Le 18 mai, le gouvernement a abandonné les accusations contre Madiambal Diage, directeur de publication du journal Le Quotidien. Diage avait été emprisonné en 2004 pour « divulgation de correspondance et de rapports secrets » et « diffusion de nouvelles tendant à entraîner de graves désordres publics. »

Les médias locaux ont critiqué le Conseil national de régulation de l'Audiovisuel (CNRA), créé en janvier pour protéger le pluralisme et les médias, de n'avoir pris aucune mesure pendant l'année. Les critiques ont dit que le CNRA fait partie d'une tentative visant à

exercer un contrôle présidentiel sur les médias, puisque ses membres sont choisis par le président Wade. Les membres du CNRA n'ont été désignés officiellement qu'en novembre et l'organe n'avait toujours pas été doté d'un budget à la fin de l'année.

En mai, Amnesty International a indiqué que le gouvernement essayait d'empêcher la distribution de ses rapports annuels des droits de l'homme. Le gouvernement a découragé les directeurs de librairies d'importer des œuvres critiques publiées à l'étranger. Le gouvernement aurait retardé et essayé d'empêcher l'importation d'un livre du journaliste Marcel Mendy sur la violence politique dans le pays. Les activistes des droits de l'homme ont indiqué que des pressions similaires étaient exercées sur les imprimeurs locaux qui craignaient que la publication d'œuvres critiques du gouvernement ne les amène à être harcelés par le service des impôts.

Dans le courant de l'année, le gouvernement a restreint l'importation de livres critiques écrits par Latif Coulibaly, Mamadou Seck, Mody Niang et Pape Moussa Samb.

#### Liberté sur Internet

Il n'y a pas eu de restriction gouvernementale à l'accès à Internet, ni de rapports indiquant que le gouvernement contrôlait le courrier électronique ou les discussions sur Internet. Les individus et les groupes peuvent exprimer librement leur point de vue via Internet, notamment par courrier électronique. Doté de plus d'une douzaine de fournisseurs d'accès Internet et d'environ 1,5 millions d'abonnés (sur une population d'environ 12 millions d'habitants), le pays a un excellent accès en ligne par rapport aux normes régionales. Les cybercafés sont facilement accessibles à Dakar et souvent disponibles dans les centres urbains de la province. Cependant, environ 60% de la population n'a pas d'électricité et la popularité de la dissémination des informations par Internet est très loin d'égaliser celle des médias traditionnels.

#### Liberté universitaire et événements culturels

Il n'y a pas eu de restriction gouvernementale à la liberté universitaire.

Le gouvernement a limité la distribution d'un film de Jo Gaye Rama Ka pendant l'année.

#### b. La liberté de réunion et d'association pacifiques.

##### Liberté de réunion

Bien que la liberté de réunion soit inscrite dans le droit, le gouvernement a interféré avec ce droit dans la pratique. Au cours de l'année, le gouvernement a refusé à plusieurs reprises d'accorder les autorisations de manifester à la société civile et à l'opposition.

Des groupes se sont plaints des retards excessifs pour avoir la réponse du gouvernement aux demandes d'autorisation et des « contre-manifestations » organisées par la majorité pour montrer le soutien populaire au gouvernement. En 2005, le gouvernement a autorisé 62% des demandes de manifestation déposées ; en 2006, ce chiffre s'est élevé à 72%. Les manifestations non autorisées ont toujours rencontré une brutalité policière disproportionnée.

La Police a utilisé des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour contrôler des protestations d'étudiants sur les campus universitaires dans le pays. Plusieurs étudiants ont été blessés, notamment un étudiant dont le bras a dû être amputé. Le gouvernement a accusé les étudiants d'agir au nom des partis politiques d'opposition et de puissances étrangères non précisées.

Le 30 mars, Malick Ndiaye, membre éminent du Comité d'initiatives des Intellectuels sénégalais, le Docteur Salif Djigo et le secrétaire général Youssou Touré, de l'Organisation des Instructeurs sénégalais, ont été arrêtés pour avoir tenté d'organiser une manifestation sans autorisation. Cette manifestation avait pour but d'attirer l'attention sur les fréquentes coupures d'électricité. Les trois hommes ont été relâchés après 24 heures de détention.

Le 7 septembre, la police a tapé à coup de matraque un groupe d'anciens soldats handicapés qui protestaient contre le refus du gouvernement de délivrer une autorisation de manifester. Les anciens soldats avaient défié ce refus en se mettant devant le bureau du gouvernement chargé de délivrer ces autorisations.

Aucune avancée n'a été notée dans l'enquête sur la mort d'un manifestant à Mampatim en 2004.

#### Liberté d'association

La liberté d'association est inscrite dans le droit et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

#### c. Liberté de religion

La liberté de religion est inscrite dans le droit et dans la constitution et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

Tout groupe religieux souhaitant se constituer en association avec un statut légal doit se faire enregistrer au niveau du ministère de l'Intérieur, conformément au code des obligations civiles et commerciales. L'enregistrement est en général accordé.

Contrairement aux autres groupes religieux, les Musulmans ont le droit de choisir de faire appel aux lois islamiques contenues dans le code de la famille pour le mariage et les affaires de succession. Les juges des tribunaux civils peuvent présider des affaires civiles et de droit coutumier, mais de nombreux litiges ont été portés devant des juges religieux pour être jugés, surtout dans les zones rurales (voir Section 1.e).

#### Abus et discrimination sur un plan sociétal

Il n'y a pas eu de progrès réalisés dans le cadre de l'enquête sur les menaces de mort faites contre le clergé catholique du pays en 2004.

Suite au bombardement du Liban par Israël dans le courant de l'année, des actes antisémites ont été commis. Le 3 août, la communauté libanaise a organisé l'une des protestations pacifiques en érigeant un mémorial de drapeaux avec des croix gammées inversées. Les croix gammées ont été retirées suite à des protestations officielles émanant d'ambassades sur place. Les médias ont amplement relayé toute une palette de sentiments antisémites, en réaction au conflit au Liban.

Il y a environ une centaine de Juifs résidents dans le pays.

Pour de plus amples détails, voir le *Rapport international sur la Liberté religieuse de 2005*.

#### d. Liberté de circulation à l'intérieur du pays, voyages à l'étranger, émigration et rapatriement

Ces droits sont inscrits dans la constitution et dans le droit et le gouvernement les a généralement respectés dans la pratique. Contrairement à l'année précédente, le gouvernement n'a pas empêché les personnes critiques à son égard de quitter le pays.

Des dirigeants locaux ont conseillé aux ONG de consulter les représentants du MFDC dans la région de Sindian avant d'entreprendre des projets ou de circuler dans la région. Des organisations des droits de l'homme ont également indiqué que l'armée limitait les déplacements des populations locales après 19 heures. Cette restriction est intervenue à la suite des attaques du mois de décembre par des membres du MFDC contre des militaires (voir section 1.a et 1.c).

Certains agents de l'état, dont les enseignants, doivent avoir une autorisation de sortie du territoire en application de la loi ; cependant, les organisations de défense des droits de l'homme ont remarqué que cette loi n'était pas appliquée à beaucoup d'autres fonctionnaires de l'Etat.

Au cours de cette année, les autorités ont confisqué le passeport de Barthelemy Dias (voir section 1.d.). Idrissa Seck a déclaré que le gouvernement avait refusé de lui délivrer de nouveaux passeports ordinaire et diplomatique.

La constitution et la loi interdisent l'exil forcé et le gouvernement n'y a pas recouru.

#### Personnes intérieurement déplacées (PID)

Au cours du conflit qui dure depuis plus de deux décennies en Casamance, des dizaines de milliers de Casamançais ont fui leurs villages à cause des combats, des déplacements forcés et des mines terrestres. En mars, la reprise des luttes entre factions rivales du MFDC et soldats du gouvernement de Guinée-Bissau ont amené environ 6.000 personnes d'origine sénégalaise et bissau-guinéenne à entrer sur le territoire sénégalais, en provenance de Guinée-Bissau. Le nombre total de PID au cours de l'année est estimé à 20.000.

Le gouvernement a continué à aider les personnes intérieurement déplacées et les réfugiés en leur fournissant des matériaux pour faire le toit de leurs maisons et des sacs de riz. Le gouvernement a permis aux PID l'accès aux organisations humanitaires nationales et internationales.

#### Protection des réfugiés

La loi prévoit l'octroi du statut de réfugié ou de l'asile conformément à la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés ou à son Protocole de 1967 et le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a assuré une certaine protection contre le refoulement, le retour de personnes dans un pays où ils craignaient des persécutions, et leur a accordé le statut de réfugié ou l'asile.

Depuis 1989, le pays offre une protection provisoire aux réfugiés mauritaniens vivant en général dans des endroits dispersés dans la vallée du fleuve le long de la frontière avec la Mauritanie, avec une liberté de circulation à l'intérieur du pays. Cependant, la plupart des réfugiés n'ont pas pu obtenir des autorités administratives des documents à jour prouvant leur statut et ont parfois été confrontés à des problèmes administratifs lorsqu'ils utilisaient leur récépissé périmé de demandeur du statut de réfugié. Même en l'absence d'accord de rapatriement officiel, les deux pays ont continué en général à permettre un rapatriement non contrôlé et largement informel. En raison de la mobilité naturelle de cette population, de l'absence de documents d'identification et des cas de fraude, il est impossible d'établir avec exactitude le nombre de réfugiés mauritaniens restant sur place. Le Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (UNHCR) et les ONG travaillant avec les réfugiés mauritaniens ont estimé leur nombre à environ 20.000.

Le gouvernement n'a pas réagi au mémorandum établi par la communauté des réfugiés mauritaniens en février 2005 détaillant leur situation depuis leur déportation. Les réfugiés mauritaniens avaient souhaité être rapatriés en Mauritanie par l'UNHCR et avoir des documents d'identité en tant que réfugiés fournis par l'UNHCR. Des représentants du bureau de l'UNHCR à Dakar ont continué à chercher une solution qui convienne à l'ensemble des parties et certains exilés et réfugiés seraient retournés en Mauritanie depuis le coup d'Etat du mois d'août.

Le gouvernement a travaillé en collaboration avec le bureau du HCR et d'autres organisations humanitaires pour venir en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Toutefois, les délais d'1 ou 2 années pour l'octroi du statut de réfugiés constituent toujours une source de préoccupation.

Section 3 : Respect des droits politiques : le droit des citoyens à changer de gouvernement.

Le droit des citoyens à changer de gouvernement de manière pacifique est inscrit dans la constitution et dans la loi et ce droit a dans l'ensemble été exercé par les citoyens dans la pratique à travers des élections régulières, libres et équitables, organisées sur la base du suffrage universel.

#### Elections et participation à la vie politique

Les citoyens ont exercé leur droit de vote durant les élections présidentielles de 2000, qui ont vu la victoire d'Abdoulaye Wade, soutenu par une coalition de partis d'opposition, contre le président en exercice, après des élections généralement considérées comme libres et équitables. Plusieurs incidents de violence préélectorale et de légères irrégularités en matière de procédure ont été signalés ; cependant, la majorité des partis politiques et la société civile ont accepté le résultat. Au cours des élections législatives de 2001, qualifiées de généralement libres et transparentes par les observateurs internationaux et nationaux, la coalition du président Wade a gagné avec 49,6% des votes, ce qui lui a donné 89 sièges sur les 120 que compte l'Assemblée Nationale.

Le manque continu de ressources a continué à restreindre les activités de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA), dont les membres ont prêté serment en août 2005. Le gouvernement n'a fourni de fonds et de véhicules que lorsque la CENA a fait un certain nombre de déclarations publiques aux médias sur ses contraintes en matière de ressources. Le 3 janvier, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il avait autorisé la CENA à utiliser certains de ses véhicules. Au mois de mars, la CENA a reçu 10 véhicules, sur les 52 promis par le gouvernement. Le gouvernement a finalement donné en tout 55 véhicules pour couvrir l'ensemble des secteurs administratifs du pays, ainsi qu'un budget d'environ 4 millions de dollars (2 milliards de francs CFA).

Les partis de l'opposition ont critiqué ce qui a été perçu comme une absence de réaction de la CENA aux allégations d'irrégularités au niveau de l'inscription des électeurs pendant l'année. L'opposition a déclaré que certains membres du PDS gardaient volontairement des cartes d'électeurs et a insisté sur le fait que la CENA faisait peu de choses pour remédier à ce problème.

Plusieurs réformes électorales ont été adoptées dans le courant de l'année. En novembre, un décret présidentiel a augmenté le nombre de sièges de l'Assemblée nationale, qui est passé de 120 à 150. Les partis de l'opposition ont déposé une plainte devant les tribunaux, accusant le gouvernement de violer la loi sur la répartition des députés élus par les circonscriptions sur la base de critères géographiques. A la fin de l'année, le Conseil d'Etat n'avait pas rendu de décision sur cette affaire. Par ailleurs, au mois de novembre, l'Assemblée a adopté une loi permettant aux candidats d'être élus au premier tour des élections présidentielles. Bien que l'âge requis pour voter soit de 18 ans, une loi

adoptée le 30 juin permet au gouvernement d'inscrire les mineurs de moins de 18 ans qui atteindraient cet âge le jour des élections. Le 30 juin, le parlement a adopté une loi permettant aux forces de sécurité de voter lors des élections présidentielles et législatives. Les partis d'opposition ont demandé dans quelle mesure les bulletins de vote des forces de sécurité pourraient être protégés puisque leurs votes seraient exprimés une semaine avant le jour des élections. De plus, beaucoup de candidats potentiels ont protesté devant le fait qu'un décret du 28 août avait augmenté la caution requise pour se présenter aux élections présidentielles de 12.000 à 50.000 dollars (de 6 à 25 millions de francs CFA).

Cette année, il y a eu beaucoup de problèmes qui ont affecté les préparatifs du pays aux élections de février 2007. Le 19 janvier, le Conseil constitutionnel s'est déclaré incompétent pour statuer sur la légalité de l'amendement de 2005 à la Constitution, qui a prolongé le mandat de l'Assemblée Nationale et permis la tenue simultanée des élections législatives et présidentielles de 2007.

Le président Wade a également introduit plusieurs changements notables dans les procédures d'inscription des électeurs, qui ont été dénoncés par les groupes des droits de l'homme et les partis d'opposition comme une tentative de s'assurer la victoire en rendant les règles plus floues. Par exemple, le président a prolongé à quatre reprises la date limite d'inscription sur les listes électorales, la dernière en date étant le 15 septembre.

Fin novembre, le gouvernement a révisé le Code électoral qui régit l'inscription et les procédures électorales, pour le mettre en conformité avec les pratiques actuelles.

De nombreux électeurs n'avaient pas reçu leur carte d'électeur à la fin de l'année. Alors que cela avait été prévu dans le cadre de la campagne nationale d'inscription sur les listes électorales, le gouvernement n'a pas mis en place les 500 bureaux fixes et les 200 bureaux mobiles d'inscription des électeurs à travers le pays, ni fourni de groupes électrogènes dans les zones ayant des problèmes d'approvisionnement en électricité.

D'après les sources gouvernementales officielles, il y a une centaine de partis politiques enregistrés.

A la fin de l'année, sur les 120 sièges de l'Assemblée Nationale, 24 étaient occupés par des femmes et on comptait 6 femmes sur les 43 ministres du gouvernement. 13 pour cent seulement des dirigeants locaux élus étaient des femmes. Même dans les domaines où les femmes sont à des postes de direction au niveau local, elles sont souvent restées minoritaires dans la bureaucratie locale. Par exemple, le maire de Rufisque-Est est une femme, mais il n'y a que 27 pour cent de femmes parmi les conseillers municipaux.

Sur les 120 sièges de l'Assemblée Nationale, 39 sont occupés par des membres des minorités et environ 15 membres des minorités font partie des 43 ministres qui composent le gouvernement.

#### Corruption et transparence du gouvernement

Le public perçoit dans l'ensemble le gouvernement comme corrompu et cela constitue un problème. La perception du public selon laquelle les fonctionnaires du gouvernement sont corrompus et uniquement intéressés par l'enrichissement personnel est imputable aux augmentations de salaire des députés de l'Assemblée Nationale et des fonctionnaires de tous niveaux intervenues ces dernières années, ainsi qu'aux dons de véhicules tout-terrain et de terrains aux députés.

En novembre 2005, la Commission nationale de lutte contre l'absence de transparence, la corruption et la fraude gouvernementales a démarré ses activités. Le 7 juillet, la

commission a annoncé qu'elle souhaitait être dotée du pouvoir lui permettant d'ouvrir des enquêtes de son propre chef, sans attendre que des affaires lui soient adressées. Elle a également annoncé qu'elle était sur le point d'enquêter sur environ cinq affaires. La Commission a tenu une session dans le courant de l'année, au sujet d'une affaire d'allégation de corruption dans les travaux publics. La Commission n'ayant pas reçu mandat pour lancer des enquêtes ou des poursuites judiciaires, elle a été inefficace dans la lutte contre la corruption cette année.

Le 29 juin, Pape Malick Ndiaye, se présentant comme un membre de la Commission nationale de lutte contre l'absence de transparence, la corruption et la fraude gouvernementales, a accusé le secrétaire général de la Présidence et secrétaire exécutif de l'Agence nationale pour l'organisation de la Conférence islamique (ANOCI), Abdoulaye Baldé, d'avoir touché un versement dans le cadre des travaux publics entrepris par l'ANOCI pour la prochaine Conférence islamique mondiale. Le 29 juin, Ndiaye a été arrêté, après avoir reconnu qu'il n'avait pas les preuves de ce qu'il avançait contre Baldé. Ndiaye a été accusé de diffamation et de fraude sur des documents ; son affaire n'avait toujours pas été jugée à la fin de l'année.

Au cours de l'année, le président Wade a demandé la réouverture d'une enquête sur une affaire de gestion frauduleuse impliquant l'ancien Premier ministre et l'ancien ministre des Affaires étrangères Moustapha Niasse. En 2002, Niasse avait été accusé de vente de passeports diplomatiques à des hommes d'affaires et d'autres ressortissants de la République populaire de Chine. A la fin de l'année, Niasse n'avait fait l'objet d'aucune enquête ni poursuites.

Le président Wade a également menacé de rouvrir l'affaire Ousmane Tanor Dieng, chef du Parti socialiste (PS) et directeur de cabinet de l'ancien président Abdou Diouf. Dieng aurait été impliqué dans la vente secrète de licences de pêche à des propriétaires de bateaux russes, afin de remplir les coffres politiques du PS. Le 11 juillet, Dieng a nié ces allégations, en indiquant que les fruits de ces ventes avaient été utilisés par l'actuel président pour remplir les fonds secrets de l'Etat. A la fin de l'année, Dieng n'avait fait l'objet d'aucune poursuite.

Il n'y a pas eu d'évolution dans l'enquête sur des pratiques de corruption dont se serait rendu coupable Pathé Ndiaye, ancien directeur général du Port de Dakar. De nombreuses affaires d'allégation de corruption impliquant des autorités politiques ou judiciaires n'ont pas été poursuivies par les procureurs au cours de cette année.

La constitution et la loi donnent aux citoyens le droit d'avoir librement accès aux informations sur le gouvernement ; cependant, ce dernier accorde rarement ce droit dans la pratique.

Section 4 : Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non-gouvernementales en matière d'allégation de violations des droits de l'homme.

Un grand nombre d'organisations de défense des droits de l'homme a travaillé généralement sans aucune restriction gouvernementale, faisant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur les cas de violations des droits de l'homme. Les autorités gouvernementales ont été relativement coopératives et réceptives par rapport aux avis émis par ces groupes. Toutefois, certaines organisations des droits de l'homme ont indiqué que leurs téléphones étaient régulièrement sur écoute.

Le Comité National de Défense des Droits de l'Homme du gouvernement présente une grande diversité parmi ses membres, avec des représentants du gouvernement, des groupes de la société civile et des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme. Ce comité, dont le budget provenait du gouvernement, avait le pouvoir de

mener des enquêtes de sa propre initiative sur les infractions. Le comité a reçu très peu de moyens financiers et n'a pas été efficace pour promouvoir les droits de l'homme. Il n'a pas publié de rapport sur la protection des droits de l'homme cette année.

Certains membres des organisations des droits de l'homme, des partis d'opposition et d'autres personnes critiques du gouvernement ont signalé avoir reçu des menaces de mort cette année. Par exemple, le 30 août, Jacques Habib Sy, secrétaire exécutif de l'ONG Aid Transparency, a signalé à la DIC qu'il avait reçu des menaces de mort anonymes deux jours auparavant. Il n'y a eu aucune arrestation. Les menaces de mort contre des dirigeants de partis politiques de l'opposition, de syndicats, d'ONG et contre des journalistes ont été courantes et attribuées généralement aux cercles proches du parti au pouvoir.

Les membres du Réseau parlementaire sur les droits de l'homme et l'état de droit ont visité des prisons. L'ONDH, la branche locale d'AI, et le Comité national de défense des droits de l'homme ont également organisé des visites dans les prisons au cours de l'année.

#### Section 5 : Discrimination, abus au niveau social et traite des personnes

La loi prévoit que les hommes et les femmes sont égaux devant la loi et interdit la discrimination basée sur le sexe, la race, la classe ou la langue ; cependant, la discrimination basée sur le sexe était très répandue dans la pratique et les lois contre la discrimination n'ont pas été souvent appliquées. La violence domestique, le viol, le harcèlement sexuel, la discrimination contre les femmes, les mutilations génitales féminines (MGF), les abus sur les enfants, le mariage précoce et la traite des personnes constituent des problèmes.

##### Les femmes

La violence domestique, notamment la violence conjugale, est un problème largement répandu. Plusieurs groupes de défense des droits des femmes et l'ONG Comité de lutte contre la violence sur les femmes (CNLV) ont signalé une recrudescence des cas de violence à l'encontre des femmes cette année. La violence à l'égard des femmes est punie par la loi, mais dans la pratique, le gouvernement n'a pas appliqué cette loi. La loi criminalise les agressions et prévoit des sanctions allant de 1 à 5 ans d'emprisonnement et une amende. Si la victime est une femme, la peine de prison et l'amende sont augmentées. La violence domestique entraînant des blessures permanentes est punie par une peine de prison de 10 à 20 ans et si un acte de violence domestique entraîne la mort, la loi prévoit une condamnation à la prison à perpétuité. Il y a eu de plus en plus de rapports faisant état de violence entre coépouses dans les mariages polygames.

La police n'est généralement pas intervenue dans les conflits domestiques et la plupart des gens étaient réticents à aller demander réparation en dehors de la cellule familiale. Certains groupes avaient le sentiment que la lourdeur des peines prévues par la loi incitait les juges à exiger des preuves plus importantes avant de décréter les éventuels responsables coupables, ce qui a conduit à un moins grand nombre d'inculpations pour violence domestique. Le Comité de lutte contre la violence sur les femmes (CLVF) a critiqué le refus des juges à appliquer la loi. Aucune statistique sur le nombre de responsables de violence à l'encontre des femmes poursuivis en justice n'était disponible pour l'année.

Dans le courant de l'année, les femmes de plusieurs villes se sont rassemblées et ont organisé des marches de protestation contre la violence faite aux femmes. Ainsi, des centaines de femmes sont descendues dans les rues de Ziguinchor en signe de protestation, suite aux violences conjugales subies le 25 août par Henriette Tine, dont le

mari est un récidiviste. Le mari de Madame Tine a été mis en accusation et l'affaire n'avait pas encore été jugée à la fin de l'année.

Au mois d'août, un éminent professeur d'Arabe de Mbour a sérieusement battu la femme de son frère, laquelle était enceinte, suite à un différend portant sur une succession. Après deux semaines passées en prison, il a été condamné à payer une amende de 40 dollars (20.000 francs CFA).

Si des ONG locales qui ont aidé les victimes de violence domestique et d'autres groupes de défense des droits des femmes considèrent que les lois pour lutter contre la violence sont importantes, elles ont critiqué le refus du gouvernement de permettre à des associations de porter plainte au nom des victimes. Le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin a travaillé avec plusieurs ONG pour tenter d'endiguer la violence domestique. Au mois de mai, la ville de Tambacounda a inauguré un programme de lutte contre la violence faite aux femmes ; cependant, le gouvernement n'a pas fourni de fonds pour ce programme.

Le viol, y compris dans les liens du mariage, est un problème. Le viol est interdit par la loi, mais pas au sein du mariage. Cependant, le gouvernement a rarement appliqué la loi interdisant le viol. La loi prévoit 5 à 10 années d'emprisonnement en cas de viol et le viol entraînant la mort est passible d'une condamnation à perpétuité. Il a été pratiquement impossible aux victimes de fournir des preuves suffisantes au juge pour entraîner des condamnations. Il n'existe aucun système mis en place par le gouvernement pour rassembler des statistiques sur les viols ou sur les condamnations. Une ONG de défense des droits de la femme a critiqué le manque de lois dissuasives contre le viol dans le pays et la pratique courante selon laquelle on utilise le passé sexuel de la femme pour défendre les hommes accusés de viol.

Le 13 avril, deux bergers de Gogaguene ont violé une femme sourde-muette dans la brousse, où elle était allée ramasser du bois pour le feu. Les gendarmes ont arrêté les deux hommes mais aucune sanction n'avait été prononcée à la fin de l'année.

Le 5 juin, trois gendarmes ont été accusés du viol de la femme d'un soldat. En dépit de témoignages attestant que des cris avaient été entendus en provenance de la pièce où le viol a eu lieu, les trois accusés – El Hadji Amadou Sagne, Boubacar Mballo et Auguste Dema – ont prétendu que le rapport sexuel était fait avec consentement. Bien que la sanction normale en cas de viol soit de 5 à 10 ans de prison, le procureur n'a requis que deux ans d'emprisonnement et c'est la peine qui a été prononcée. Les supérieurs des gendarmes auraient également fait pression sur le tribunal pour que l'affaire soit étouffée.

En octobre 2005, un jeune homme a été arrêté pour tentative de viol sur une femme mariée ; cette affaire n'avait pas été réglée à la fin de l'année.

En raison des pressions sociales et de la peur de la gêne, l'inceste est resté tabou et a souvent été tu et impuni. Comme pour beaucoup des difficultés auxquelles sont confrontées les femmes, le problème de l'inceste se double du manque de soutien public et du manque d'abris pour protéger et aider les femmes vulnérables, notamment les filles-mères et les victimes de violence domestique. En conséquence, de nombreuses femmes n'ont pas pu s'enfuir ni soustraire leurs enfants aux abus perpétrés par des membres de la famille (voir section 5, Les Enfants).

L'ONG Tostan estime que l'excision était encore pratiquée dans des milliers de villages à travers le pays. En juillet 2004, le ministre de la Famille a révélé que presque la totalité des femmes dans la région du Fouta au Nord du pays étaient victimes de Mutilations génitales féminines (MGF), ainsi que 60 à 70 % des femmes dans le Sud et le Sud-Est. Le scellement, l'une des formes les plus extrêmes et les plus dangereuses des MGF, a été

pratiqué par les Toucouleurs, les Madinkas, les Soninkés et les Bambaras, particulièrement dans les zones rurales. Les MGF ont été perpétrées sur des fillettes qui étaient âgées d'un an.

Les Mutilations génitales féminines (MGF) sont une infraction pénale punie par la loi d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans pour ceux qui les pratiquent directement ou donnent l'ordre qu'elles soient pratiquées sur une tierce personne. Le gouvernement a poursuivi en justice les personnes attrapées en train de s'adonner à cette pratique et s'est battu pour y mettre un terme en collaborant avec Tostan et d'autres groupes afin d'éduquer les gens sur les dangers inhérents aux MGF. En 2006, 120 villages ont renoncé aux MGF. D'après le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin, sur environ 5.000 communautés, 1679 ont renoncé officiellement à ces pratiques. Cependant, de nombreuses personnes les pratiquent toujours ouvertement en toute impunité.

La prostitution est légale si les personnes qui s'y adonnent remplissent certains critères ; elles doivent être âgées d'au moins 21 ans, s'enregistrer auprès de la police, détenir un carnet sanitaire valable et avoir un résultat négatif aux tests des infections sexuellement transmissibles (IST). Il est illégal d'être proxénète et de solliciter les clients.

Il y a eu des arrestations de prostituées étrangères illégales, de prostituées mineures et de proxénètes. Certaines preuves laissent à penser que l'entrée de prostituées étrangères sur le territoire a été organisée : des groupes de femmes ont traversé la frontière ensemble, les prostituées étrangères vivent souvent ensemble dans des endroits identifiables, les prostituées étrangères ont une destination prédéterminée à leur arrivée et de nombreuses femmes étrangères sont venues dans le pays mais ne sont pas restées pour une durée indéterminée, ce qui suggère que leurs départs ont été mieux organisés et professionnels.

Des ONG qui travaillent avec les prostituées ont fait savoir que le problème était pire que les statistiques officielles sur la prostitution ne le suggéraient et que la police prenait les prostituées pour cibles, commettant des abus et de l'extorsion.

Le 9 mai, la police a fait fermer un cercle de prostitution fonctionnant à partir d'un fast-food de Dakar, qui racolait les clients sur Internet.

La traite des femmes adultes aux fins d'exploitation sexuelle est un problème (voir Section 5, Traite des personnes).

Le harcèlement sexuel a été monnaie courante, bien que la loi interdise le harcèlement sexuel, qui est punissable d'une peine d'emprisonnement allant de cinq mois à trois ans et d'une amende de 100 à 1 000 dollars (50 000 à 500 000 francs CFA). Cette loi n'a pas été appliquée par le gouvernement dans la réalité et les associations de défense des droits de la femme ont indiqué que les victimes de harcèlement trouvaient difficile, voire impossible, de présenter suffisamment de preuves pour étayer des poursuites judiciaires.

Les femmes sont confrontées à une discrimination très répandue, particulièrement dans les zones rurales où les coutumes - y compris la polygamie - et les règles traditionnelles de succession dominent encore. D'après le droit, les femmes peuvent choisir quand et avec qui elles veulent se marier, mais les pratiques traditionnelles constituent un frein à ce choix. Le Code de la Famille interdit de se marier avant l'âge minimum de 20 ans pour les hommes et 16 ans pour les femmes. Cette loi n'a pas été appliquée dans certaines communautés où les mariages sont arrangés. Dans certaines conditions, un juge peut accorder une dispense spéciale pour permettre le mariage avec une personne n'ayant pas encore l'âge minimum requis. Les femmes ont dans l'ensemble été mariées très jeunes, généralement avant l'âge de 16 ans dans les zones rurales (voir Section 5, Les enfants).

En application du droit, le consentement de la femme est exigé dans le cadre d'une union polygame ; cependant, une fois dans une union polygame, une femme n'a pas besoin d'être informée ni de donner son consentement en cas de mariage ultérieur de l'homme. Une étude des pratiques de mariage réalisée en 2004 indiquait qu'environ 50 pour cent des mariages du pays étaient polygames. Bien qu'ils soient protégés par la loi, les droits du mariage n'ont pas été appliqués en raison de pressions socioculturelles, de la réticence du pouvoir judiciaire à faire appliquer la loi et d'un manque d'information sur les lois relatives au mariage.

La définition des droits paternels contenue dans le Code de la famille reste un obstacle à l'égalité entre hommes et femmes, les hommes étant considérés légalement comme les chefs de famille et les femmes ne pouvant assumer la responsabilité de leurs enfants sur le plan juridique. Les femmes ne peuvent devenir le chef de famille légal que lorsque le père renonce officiellement à son autorité devant l'administration. Cette situation est particulièrement difficile pour les 20 pour cent de familles qui sont soutenues et dirigées par des femmes. Le Code de la famille et les pratiques traditionnelles rendent également difficile pour les femmes l'acquisition de biens immobiliers. Les hommes étant considérés comme les chefs de famille aux yeux de la loi, les femmes ont payé plus d'impôts que les hommes pour le même salaire (elles ont été imposées comme des célibataires sans enfants) et les employeurs ont versé les allocations familiales aux hommes et non aux femmes.

On estime à seulement 20% le nombre de femmes ayant un emploi rémunéré. Des niveaux d'éducation faibles, le manque d'information, les responsabilités domestiques, l'absence d'accès aux facteurs et aux moyens de production, ainsi que les grossesses multiples ont été cités comme autant de freins à l'avancée économique des femmes. D'après les statistiques du Centre national d'aide et de formation pour les femmes, celles-ci représentaient 52% de la population mais avaient la charge de 90% des responsabilités domestiques et de 85% du travail agricole. Environ 22% des enseignants et 14% des avocats sont des femmes.

Des groupes des droits des femmes ont fait campagne pour avoir un pourcentage plus important de places sur les listes réservées aux femmes lors des élections législatives, afin de mieux refléter la majorité des femmes qui composent la population. Le 8 décembre, le président Wade a demandé au Premier ministre de faire une déclaration à l'Assemblée nationale sur cette question. Le PDS a mis 30 femmes sur sa liste électorale pour les élections législatives, sur 60 sièges à pourvoir.

Des groupes de défense des droits des femmes ont critiqué les dispositions discriminatoires du droit, un problème que le gouvernement a reconnu. Le 9 juin, le président Wade a signé un décret autorisant les femmes à faire partie des Douanes. En août, la Gendarmerie a également commencé à recruter des femmes. Les Gendarmes ont recruté 50 femmes, mais le Service des Douanes n'avait pas appliqué cette décision à la fin de l'année.

#### Les enfants

Le gouvernement s'est engagé à veiller à la protection des droits et au bien-être des enfants. Le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin est responsable de la promotion du bien-être des enfants, aidé en cela par le ministère de la Santé, le ministère de l'Education et le ministère du Travail.

Le président a créé davantage de « Cases des Tout-Petits » dans le pays pour servir de jardins d'enfants. Il a également encouragé la fréquentation de l'école.

La loi prévoit la gratuité de l'enseignement et les politiques en matière d'éducation stipulent que l'éducation est obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 12 ans ; cependant,

beaucoup d'enfants n'ont pas fréquenté l'école à cause du manque de ressources ou d'infrastructures disponibles. Les élèves doivent payer leurs propres livres, uniformes et autres fournitures scolaires. Grâce aux efforts du gouvernement, des ONG et des bailleurs internationaux, le taux de scolarisation a atteint 82,5% pendant l'année scolaire.

Toutefois, le plus haut niveau d'éducation atteint par la majorité des enfants est l'école élémentaire. Le taux de scolarisation a été de 31,9 pour cent au niveau du collège et de 10,9 pour cent au niveau du secondaire. Pendant l'année scolaire 2005-06, pour la première fois, il y a eu un plus grand nombre de filles que de garçons au niveau de l'enseignement élémentaire.

Le gouvernement a pris des dispositions pour que des cours d'éducation religieuse soient donnés dans le système scolaire officiel, afin de permettre aux parents d'avoir une alternative à l'envoi de leurs enfants dans les écoles coraniques, où la traite sous la forme de mendicité forcée se produit souvent (voir section 5, Traite). Le gouvernement a également mis en place un programme permettant de donner une éducation et de fournir des services sociaux à 11.000 enfants à risque.

Bien que les taux de fréquentation de l'école aient continué à augmenter pour les filles, ces dernières rencontraient toujours davantage de problèmes de scolarisation. Par exemple, lorsqu'une famille n'avait pas les moyens d'envoyer tous ses enfants à l'école, les parents avaient tendance à retirer leurs filles de l'école plutôt que leurs fils. Seules 23% des femmes de plus de 15 ans sont alphabétisées, contre 43% des hommes.

Les garçons et les filles ont un accès égal aux soins médicaux. Les soins médicaux sont plus facilement mis à la disposition des enfants dans les zones urbaines que dans les zones rurales. De nombreux villages ne disposaient d'aucune infrastructure médicale.

Les abus sur les enfants ont été monnaie courante. Une organisation des droits de l'homme a noté qu'au mois de mai, 16 cas d'abus sur des enfants ont été signalés, impliquant des enfants de 6 à 16 ans.

On ne peut pas ne pas remarquer les nombreux jeunes garçons en haillons, pieds nus (appelés « talibés ») qui mendient aux coins des rues en demandant de la nourriture ou de l'argent pour leurs maîtres coraniques (les « marabouts »). Bien que les abus commis sur les talibés soient largement connus et débattus, il n'y a eu que trois marabouts arrêtés pour ce type d'abus dans le courant de l'année. En juin, un talibé dont l'âge était compris entre 10 et 15 ans s'est suicidé, après avoir été violemment battu par son marabout pour s'être enfui et être retourné dans sa famille. Toujours au mois de juin, un talibé âgé de 14 ans et deux complices ont été arrêtés pour le meurtre d'un marabout. L'affaire faisait toujours l'objet d'une enquête à la fin de l'année.

La loi punit les abus sexuels sur enfants de 5 à 10 ans d'emprisonnement. Si l'auteur du délit est un membre de la famille, la peine est de 10 ans d'emprisonnement. Toute atteinte à la pudeur d'un enfant est punissable de 2 à 5 ans d'emprisonnement et dans certains cas aggravés, la peine peut aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Le fait de fournir un mineur aux fins de prostitution est punissable de 2 à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende de 575 dollars (300 000 francs CFA) à 7 600 dollars (4 millions de francs CFA).

Des cas de viol d'enfant et de pédophilie ont souvent été rapportés. Le 27 janvier, une fillette de 4 ans a été kidnappée, violée et tuée. La police a arrêté un suspect peu après la découverte du corps de la fillette, mais l'a relâché faute de preuve. Aucune évolution n'avait été notée dans cette affaire à la fin de l'année.

Le 6 juin, un ressortissant français a été arrêté après avoir été surpris en flagrant délit de pédophilie sur un garçon de 14 ans. Le 16 juin, Mamadou Lamine Cissokho a été arrêté pour avoir molesté quatre fillettes âgées de 4 à 5 ans. Le 29 juin, Abdourahmane Sall a été accusé de pédophilie sur l'un de ses talibés âgé de 15 ans. Sall a prétendu avoir été possédé par des esprits démoniaques. Un juge a placé les autres talibés de Sall dans un centre de rééducation. En juillet, Boubacar Sama a été arrêté pour le viol d'une jeune fille de 15 ans. Le 2 août, Modou Fall a été arrêté pour le viol d'une fillette de 7 ans. Le 30 août, une fillette de 13 ans a déclaré qu'elle avait été violée par le marabout qui possédait la maison où elle vivait avec sa mère ; le marabout a nié cette accusation. Toutes ces affaires n'avaient pas encore été résolues à la fin de l'année.

En septembre, les journaux ont raconté l'histoire de S. M. Ndiaye, un enseignant qui a violé et mis enceinte l'une de ses élèves âgée de 12 ans. Les populations locales l'ont arrêté et amené à la Gendarmerie. Ndiaye a été jugé et condamné à 7 ans de prison.

La presse a également fait état de viols de personnes handicapées. Le 16 mai, un enseignant s'est plaint à la police de Thiaroye du viol de sa fille sourde-muette âgée de 16 ans. Il a découvert le viol trois mois plus tard, lorsqu'il s'est aperçu que sa fille était enceinte. La police a arrêté le présumé coupable, qui était le colocataire de la famille. Le 17 mai, les gendarmes de Yeumbeul ont arrêté deux jeunes hommes pour le viol d'une jeune fille handicapée mentale de 15 ans. Un troisième violeur a échappé à l'arrestation et n'avait pas été rattrapé à la fin de l'année. Ces deux affaires n'avaient pas encore été résolues à la fin de l'année.

Une ONG de défense des droits de la femme a indiqué que de toutes les formes de violence à l'égard des filles, l'inceste paternel était celle qui augmentait le plus. Ainsi, en juillet, un homme qui avait plusieurs femmes et six enfants a été arrêté pour relations sexuelles avec sa fille âgée de cinq ans. Il a reconnu les faits après avoir été dénoncé par sa fille ; cette affaire n'avait pas encore été résolue à la fin de l'année.

Les fonctionnaires du ministère de la Famille et les groupes de défense des droits de la femme estiment que le mariage précoce est un problème important dans certains endroits du pays, notamment dans les zones rurales. Les filles, âgées parfois seulement de 9 ans, sont mariées à des hommes plus âgés pour des raisons religieuses, économiques et culturelles. Le 7 juillet, le tribunal régional de Vélingara a condamné une fillette de 12 ans à 6 mois de prison et à une amende de 200 dollars (100.000 francs CFA) pour abandon de son mari de 34 ans, Adjia Diao. La fillette a déclaré que, même si son mari abusait d'elle physiquement et émotionnellement, elle était restée avec lui jusqu'à ce que sa belle-famille essaie de la forcer à avoir des relations sexuelles avec le jeune frère de son mari. Elle a été mise en liberté provisoire après 12 jours de prison. Grâce à l'aide de plusieurs ONG de défense des droits de l'homme, le verdict a été annulé.

La traite et l'exploitation commerciale des enfants posent problèmes (voir section 5, Traite des personnes).

Le travail des enfants pose toujours problème (voir section 6.d).

Les groupes de défense des droits de la femme ont signalé une recrudescence des cas d'infanticide, dus la plupart du temps à la pauvreté et la honte. De nombreuses domestiques ou femmes issues de milieu rural, venues travailler dans les villes, se sont retrouvées enceintes et, faute de liens familiaux, ont parfois tué leurs bébés car elles ne pouvaient les prendre en charge. D'autres femmes, mariées à des hommes travaillant en dehors du pays, ont tué leurs bébés par honte ou pour cacher la vérité. Dans certains cas, les familles ont fait honte aux femmes jusqu'à ce qu'elles tuent leur propre bébé. Les méthodes varient, soit les bébés sont enterrés vivants, soit placés dans des fosses septiques, soit simplement abandonnés sur le bord de la route.

Lorsque l'identité de la mère est découverte, la police l'arrête et la traduit en justice. Ainsi, en juillet, la cour d'assises a condamné une femme à cinq ans de travaux forcés pour avoir abandonné son nouveau-né de sexe féminin dans un endroit exposé et isolé en 2002. En août, un grand-père a été arrêté pour avoir jeté sa petite-fille âgée de trois mois dans un puits, car celle-ci était née en dehors des liens du mariage. Cette affaire n'avait pas encore été résolue à la fin de l'année.

Beaucoup d'enfants ont été déplacés à cause du conflit casamançais et ils vivent souvent avec des membres de la famille élargie, des voisins ou dans des centres d'accueil pour enfants. Le gouvernement n'a pas suffisamment de moyens pour prendre ces enfants en charge de manière adéquate. Selon les ONG en Casamance, les enfants déplacés souffrent des effets psychologiques du conflit, de malnutrition et de mauvaise santé.

#### Traite des personnes

La traite des personnes est interdite par la constitution et par la loi ; toutefois, des rapports font état de personnes qui faisaient l'objet de cette traite au Sénégal, pays de destination, de source et de lieu de traite des personnes. Les lois interdisant le proxénétisme et le rapt peuvent être utilisées dans certains cas de traite des personnes. En application de la loi, les personnes qui recrutent, transportent, transfèrent ou abritent des personnes, que ce soit en usant de violence, de fraude, d'abus d'autorité ou autrement, aux fins d'exploitation sexuelle, d'exploitation par le travail, de servitude forcée ou d'esclavage, encourrent une peine de 5 à 10 ans d'emprisonnement et une amende de 10 000 à 40 000 dollars (5 à 20 millions de francs CFA). Si le délit constaté implique des actes de torture, des actes de barbarie, le prélèvement d'organes humains ou l'exposition de la victime au risque de mort ou de blessure, la peine peut aller de 10 à 30 ans d'emprisonnement. Le commissaire aux droits de l'homme et le ministère de la Famille sont les coordonnateurs pour les questions de traite des personnes.

Dans le courant de l'année, le gouvernement a arrêté, poursuivi devant la justice et condamné des trafiquants ; toutefois, il n'y a pas de système de collecte régulière de statistiques dans ce domaine. En outre, il n'y pas de statistiques fiables disponibles sur l'ampleur du problème de la traite des personnes. Toutefois, des études ont montré que l'ampleur du trafic à destination et en provenance du Sénégal était significative, surtout en ce qui concerne la mendicité des enfants et l'émigration clandestine. Les talibés font l'objet d'un trafic en provenance des pays voisins, comme La Gambie, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau, ainsi que d'un trafic interne, faisant l'objet d'exploitation par la mendicité par certaines écoles coraniques. D'après le Fonds d'urgence international pour l'enfance des Nations Unies (UNICEF), le pays avait 100 000 talibés et 10 000 enfants des rues.

Des jeunes filles ont fait l'objet d'un trafic en provenance des villages des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Thiès et Ziguinchor vers les centres urbains, pour y travailler comme domestiques alors qu'elles étaient mineures. Des fillettes des zones urbaines et rurales étaient impliquées dans la prostitution et des ONG ont déclaré qu'un proxénète adulte était impliqué pour faciliter les transactions sexuelles ou fournir un abri. Dans l'un des cas, un ressortissant guinéen a été arrêté par les gendarmes pour avoir recruté des femmes à Dakar pour production de pornographie et pour cybercriminalité.

On estime que le pays est un lieu de transit pour les femmes vers l'Europe à des fins sexuelles. ENDA Santé, une ONG locale, a soigné des prostituées clandestines pour des IST grâce à un programme de dispensaire mobile. Le personnel d'ENDA Santé a rapporté avoir vu beaucoup de femmes issues des pays africains voisins – Nigeria, Ghana, Sierra Leone, Liberia, Guinée-Bissau et Guinée – s'adonner à la prostitution. Toutefois, on n'a pas eu de preuve formelle que ces femmes étaient victimes d'un trafic (voir section 5, Les Femmes).

Le gouvernement a poursuivi les victimes pour violation des lois sur la prostitution, comme le fait de ne pas avoir les documents requis (enregistrement/informations médicales), ou pour ce qu'on appelle des «escroqueries», lorsque des personnes en grugent d'autres avec des arnaques à l'immigration.

Le plus gros des efforts du gouvernement pour lutter contre le trafic, particulièrement le trafic des personnes, est regroupé au sein du ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat, qui a monté le Centre Ginddi, une maison pour enfants qui a fourni de l'aide alimentaire, médicale et autre aux enfants victimes du trafic. Ce centre a accueilli des enfants venus de Gambie, du Mali, de Guinée-Bissau et de Guinée. Il a également abrité une permanence téléphonique de protection de l'enfance qui a reçu de nombreux appels. Avec l'aide d'un gouvernement étranger, la police a créé un fichier de données sur les personnes victimes de trafic. Il n'existe pas de programme gouvernemental de protection ou d'aide aux femmes victimes du trafic.

#### Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins ou de prestation d'autres services de l'Etat et le gouvernement a respecté cette loi dans la pratique. La loi rend également obligatoire l'accessibilité pour les personnes handicapées ; cependant, il y a un manque d'infrastructure pour les aider.

La loi stipule que 15% des nouveaux postes créés dans la fonction public doivent être réservés aux handicapés. Le gouvernement a des écoles pour enfants handicapés, donne des subventions pour que des personnes handicapées reçoivent une formation professionnelle et dirige des centres régionaux pour personnes handicapées, où celles-ci peuvent recevoir une formation et un pécule pour créer une affaire.

Malgré ces efforts, la dirigeante d'une association de femmes handicapées a critiqué le gouvernement pour n'avoir pas désigné un ministère chargé des personnes handicapées. Elle a également posé le problème du manque d'attention accordée aux personnes handicapées dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Plusieurs programmes, qui semblaient être destinés aux personnes handicapées, ont offert des services à d'autres populations vulnérables et les personnes handicapées ont reçu moins de ressources. En raison de l'absence de formation des enseignants en éducation spécialisée et d'infrastructures accessibles aux enfants handicapés, seuls 30% d'entre eux ont été scolarisés.

Le 14 juillet, le gouvernement a officiellement lancé un programme national de cinq ans pour la réhabilitation des personnes handicapées en s'appuyant sur la communauté, mais le programme n'avait pas donné de résultats probants à la fin de l'année.

Il ya eu au moins trois cas de viols de deux fillettes handicapées et un viol d'une femme handicapée signalés cette année (voir section 5, Les femmes et les enfants).

#### Minorités nationales/raciales/ethniques

Même si de nombreux groupes ethniques du pays ont cohabité de manière relativement pacifique, certains observateurs ont cité des tensions interethniques entre les Wolofs et les groupes ethniques du Sud comme jouant un rôle important dans la rébellion casamançaise qui dure depuis longtemps et qui a été marquée par de terribles violations des droits de l'homme.

#### Autres abus au niveau sociétal et discriminations

Les homosexuels sont confrontés à une discrimination largement répandue et à l'intolérance sociale, mais ils ne sont généralement pas la cible de violence ni de harcèlement. Toutefois, les organisations des droits de l'homme ont signalé qu'au mois d'août, un travailleur social sénégalais avait été confronté à l'humiliation publique et au harcèlement en revenant au Sénégal après les Premiers « Outgames » mondiaux. Bien que l'homosexualité ne soit pas un délit pénal, il y a une absence de tolérance largement répandue dans la société, ce qui fait que les homosexuels n'essaient pas de faire valoir leurs droits individuels.

Suite aux campagnes de sensibilisation pour lutter contre cette maladie, les personnes ayant le VIH ou le SIDA sont de mieux en mieux acceptées par la société.

## Section 6 Droits des travailleurs

### a. Le droit d'association

Le droit reconnaît à tous les travailleurs, sauf aux membres des forces de sécurité, comme les policiers, les gendarmes, les douaniers et les juges, la liberté de fonder des syndicats ou d'en être membres et les travailleurs ont exercé ce droit dans la pratique. Le Code du Travail stipule que le ministre de l'Intérieur doit donner une autorisation préalable avant qu'un syndicat puisse exister légalement. Le gouvernement peut également dissoudre les syndicats par arrêté mais ne l'a pas fait dans le courant de l'année. Le Code du Travail ne s'applique pas à la majorité de la main-d'œuvre, car la plupart des personnes travaillent dans l'agriculture ou dans le secteur informel. Environ 4% de la main-d'œuvre totale travaille dans le secteur de l'industrie privée et 40 à 50% de ces travailleurs sont syndiqués. La loi interdit la discrimination contre les syndicalistes et protège également le droit des travailleurs à faire grève.

Les forces de sécurité ont arbitrairement arrêté des dirigeants des travailleurs dans le courant de l'année. Ainsi, le 22 mars, le dirigeant Ibrahima Sene a été arrêté et accusé de diffusion de fausse nouvelle, suite à une conférence de presse dans laquelle il avançait que 88 millions de dollars (440 milliards de francs CFA) avaient disparu du pays. Le 3 avril, il a été relâché et les charges ont été abandonnées faute de preuve.

Le 3 août, un agent des renseignements a infiltré une réunion de syndicats d'enseignants que le gouvernement accusait d'avoir des motivations politiques. Lorsqu'il a été découvert, cet agent a provoqué une altercation et arrêté l'un des dirigeants syndicaux. Le syndicaliste a été relâché le lendemain et n'a pas été poursuivi.

### b. Le droit à l'organisation et à la négociation collective

La loi permet aux syndicats de mener leurs activités sans interférence et ce droit est protégé par le gouvernement dans la pratique. La loi prévoit le droit à la négociation collective, qui a pu s'exercer librement partout sauf dans les entreprises de sécurité privées. Les accords de négociation collective se sont appliqués à environ 44 pour cent des travailleurs.

Le droit de grève est inscrit dans la législation et les travailleurs ont exercé ce droit en faisant des grèves légales. Cependant, il existe des restrictions importantes à ce droit. La loi stipule également que le lieu de travail ne doit pas être occupé pendant une grève. Les travailleurs du secteur de la santé, des transports, de l'éducation et du pétrole ont fait des grèves dans le courant de l'année. Les syndicats représentant les agents de la fonction publique doivent notifier au gouvernement leur intention de grève au moins 1 mois à l'avance ; les syndicats du secteur privé doivent avertir le gouvernement 3 jours à l'avance.

Au mois de mai, le président Wade a annoncé qu'il donnait 1,2 millions de dollars (600 millions de francs CFA) aux syndicats. Le but dans lequel ce don était fait n'était pas très clair, pas plus que les critères qui seraient appliqués pour répartir les fonds entre les syndicats. Avec la multitude de syndicats, il était difficile de fixer des critères pour leur accorder un soutien et le gouvernement a eu de la difficulté à identifier les syndicats les plus représentatifs. L'argent n'a jamais été distribué dans le courant de l'année.

Il n'y a pas de lois spéciales ou d'exemptions des lois régulières du code du travail dans la zone franche industrielle.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants ; cependant, il y a eu des rapports faisant état de l'existence de telles pratiques. (voir section 5).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

La loi interdit l'exploitation du travail des enfants et il existe des réglementations sur le travail des enfants fixant l'âge minimum requis pour travailler, le nombre d'heures de travail, les conditions de travail, et interdisant que les enfants effectuent certains travaux particulièrement dangereux ; cependant, le travail des enfants constitue un problème. Le travail des enfants se fait essentiellement dans le secteur économique informel du pays où les réglementations sur le travail ne sont pas appliquées. Les pressions économiques et le manque d'opportunités en matière d'éducation ont souvent poussé les familles rurales à donner la priorité au travail sur l'éducation pour leurs enfants.

L'âge minimum requis pour travailler est de 15 ans ; cependant, les enfants de moins de 15 ans continuent de travailler dans les secteurs d'emploi traditionnels, particulièrement dans les zones rurales où les lois sur le travail des enfants ne sont pas appliquées. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), 23% des enfants âgés de 6 à 17 ans travaillaient dans différents secteurs : essentiellement dans l'agriculture, la pêche et la chasse, mais également les mines, la construction, les transports, le travail domestique, le commerce, la restauration et l'hôtellerie, et la fabrication.

Certains maîtres coraniques ont amené de jeunes garçons du village dans les centres urbains, les maintenant dans des conditions de servitude, les forçant à mendier au quotidien dans des conditions insalubres et dangereuses sous la menace de sanctions corporelles (voir section 5, Les enfants).

L'un des secteurs les plus extrêmes du travail des enfants est celui des mines et des carrières d'extraction. Les enfants qui lavent l'or, âgés pour la plupart de 10 à 14 ans, travaillent environ 8 heures par jour sans formation ni matériel de protection. Les enfants travaillent des heures durant dans les carrières de pierre, broyant des rocs et portant de lourdes charges, sans aucune protection. Ces deux types de travail sont susceptibles de causer de graves accidents et des maladies à long terme.

Le ministère du Travail et les inspecteurs de la sécurité sociale sont chargés d'enquêter et de lancer des poursuites judiciaires dans les affaires de travail des enfants. Les inspecteurs peuvent visiter n'importe quelle institution pendant les heures de travail pour vérifier le respect des lois sur le travail et ils peuvent agir sur dénonciation des syndicats ou de citoyens ordinaires. Dans la pratique, les inspecteurs n'ont pris l'initiative d'aucune visite en raison d'un manque de ressources et ils comptent sur les syndicats pour signaler les contrevenants. Les inspecteurs du travail ont étroitement contrôlé et appliqué les règles sur l'âge minimum au sein de l'étroit secteur formel, qui comprend les entreprises de l'état, les grandes entreprises privées et les coopératives. Cependant, il n'existe pas de statistiques sur le nombre de violations constatées.

Outre les efforts déployés pour lutter contre le trafic des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, le gouvernement a essayé de sensibiliser aux dangers du travail des enfants, par le biais de séminaires destinés aux fonctionnaires locaux du gouvernement, aux ONG et aux éléments de la société civile. Le gouvernement a participé à un programme de l'OIT pour mettre un terme aux pires formes du travail des enfants. En 2003, un projet d'une durée de 3 ans a été lancé, avec la mise en place d'un cadre de lutte contre le travail des enfants, qui comprend une unité de coordination au sein du ministère du Travail. Le gouvernement a également travaillé avec l'UNICEF pour éviter aux filles d'entrer dans la prostitution. Le gouvernement a coopéré avec l'UNICEF dans le cadre de programmes sur dix ans visant à lutter contre la mendicité des enfants et l'exploitation des filles comme domestiques. Le ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin a également travaillé avec d'autres ministères pour lutter contre les pires formes du travail des enfants.

e. Conditions de travail acceptables

La loi impose un salaire horaire minimum de 0,42 \$ USA (209,10 francs CFA), ce qui ne permet pas un niveau de vie décent pour un travailleur et sa famille. Le ministère du Travail est chargé de faire respecter le salaire minimum. Les syndicats agissent également comme chiens de garde et contribuent à une application effective du salaire minimum dans le secteur formel. Le salaire minimum n'est pas respecté dans le secteur informel, particulièrement pour les domestiques.

Dans le cadre du secteur formel, la loi impose pour la plupart des emplois une semaine standard de 40 à 48 heures, avec une période de repos d'au moins 24 heures, 1 mois de congé annuel, l'inscription à la caisse de sécurité sociale et au système de prévoyance retraite, des normes de sécurité et d'autres mesures; cependant, l'application de ces règles est irrégulière. La loi ne couvre pas le secteur informel. Le paiement des heures supplémentaires est obligatoire dans le secteur formel.

Même s'il existe des règles régissant la sécurité sur le lieu de travail, elles n'ont pas souvent été respectées. Il n'y a pas de protection légale explicite pour les travailleurs qui se plaignent de conditions de travail dangereuses. Les travailleurs, notamment les travailleurs étrangers et migrants, ont le droit de se retirer des situations qui mettaient en danger leur santé et leur sécurité, sans que cela leur fasse risquer de perdre leur emploi; cependant, ce droit a rarement été exercé en raison du chômage élevé et de la lenteur du système judiciaire. Le ministère du Travail, à travers le Bureau de l'Inspection du travail, a fait respecter les normes en matière de travail. Toutefois, les inspecteurs du travail opèrent dans des conditions très difficiles et n'ont pas de moyens de transport leur permettant de mener à bien leur mission avec efficacité.